

Plan social au Pôle emploi...

Réduction des effectifs, traitement de masse du chômage, démantèlement des services publics au profit du secteur privé...
Pôle emploi sera en grève le 5 octobre !



Le 8 juin, près de 25 % des agents de Pôle emploi étaient en grève à l'appel de quatre syndicats (CGT, SNAP, SUD et SNU-FSU), pour la défense de leurs conditions de travail et l'embauche définitive de « l'armée de précaires » qui représentent dans certaines régions plus du quart des effectifs. Plusieurs organisations syndicales, n'appelant pas nationalement, ont rejoint le mouvement régional. La situation interne est effectivement explosive.

Depuis la création de Pôle emploi en décembre 2008, 24,5 % de demandeurs d'emploi supplémentaires se sont inscrits. Le chômage continue à progresser mais les effectifs ne suivent pas. Les conditions de travail ne cessent donc de se dégrader.

Si les mouvements de grève successifs du personnel de Pôle Emploi ont pu pousser la direction à recruter temporairement un millier de CDD pour 2010, celle-ci vient d'annoncer que ces renforts disparaîtraient dès 2011. Dans les faits, de nombreux agents en CDD ont appris dans le courant de l'été qu'ils ne feraient plus partie des effectifs en septembre. Le SNU-FSU estime que plus de 10 % de l'effectif total est en contrat précaire. Cette saignée dans les forces vives soulève une profonde indignation de tous les personnels, qu'ils soient précaires ou titulaires, d'autant plus que, traditionnellement, septembre et octobre sont des mois particulièrement chargés en réception de publics (inscription, formation...).

Après l'annonce du non-remplacement de plus de 800 départs à la retraite dès 2011, le départ des agents en CDD sonne comme les premiers signes d'un plan social au Pôle Emploi.

Depuis la fusion (ANPE-Assédic), la personnalisation du service rendu aux usagers a volé en éclat : mise à distance du demandeur

d'emploi et de l'entreprise par le biais du 3949 et du 3995 (plateformes téléphoniques dédiées, réception collective ou téléphonique des demandeurs d'emploi au lieu d'entretiens physiques individuels). Les témoignages d'usagers dépités face à ce recours compulsif de Pôle Emploi aux services à distance s'accroissent.

Le départ des CDD et l'augmentation de la charge de travail induite vont sans nul doute démultiplier les risques psycho-sociaux qu'encourent déjà les agents de Pôle Emploi. La responsabilité de la Direction Générale, qui

a échoué à mettre en place un accord sur ce thème avec les organisations syndicales, s'en trouve d'autant plus exposée.

La riposte s'organise

La CGT, SUD et le SNU-FSU (d'autres organisations syndicales doivent préciser en septembre si elles se joignent au mouvement) appellent le personnel à la grève le 5 octobre, sur trois points :

- ✓ l'emploi, avec la titularisation des précaires et des recrutements supplémentaires en CDI,
- ✓ les conditions de travail, avec la mise en place d'un véritable plan de formation pour les agents et des conditions matérielles de travail améliorées,
- ✓ l'avenir du service public de l'emploi, avec le développement d'un réseau de points d'implantation, l'arrêt de l'externalisation de l'activité préparant la privatisation des missions de Pôle emploi, et la volonté de ne plus être un « outil » de régression sociale pour les usagers.

Le 5 octobre, la manifestation nationale aura pour objectif la Direction Générale. ●

EMMANUEL M'HEDHBI

